

CANADA
Province de Québec
District de : Québec
No division : 01-Montréal
No cour : 500-11-042772-125
No dossier : 41-343173

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre commerciale)
Loi sur la faillite et l'insolvabilité

**Rapport provisoire du séquestre sur les affaires de la Débitrice
(s. 246(2))**

**Dans l'affaire de la mise sous séquestre de
Levinoff-Colbex, S.E.C.
de la ville de Longueuil
De la province de Québec**

Je, Benoît Gingues, CPA, CA, CIRP du bureau de Richter Groupe Conseil Inc. (anciennement RSM Richter Inc.) (« Richter »), syndic agissant à titre de séquestre dans l'affaire de Levinoff-Colbex, S.E.C. (la « Débitrice »), une personne morale insolvable, fais rapport à la Cour de ce qui suit :

Procédure légale

1. Le 31 mai 2012, nous, Richter, sommes devenus séquestre à l'égard des biens de Levinoff-Colbex, S.E.C., (« Débitrice »), tels que décrits ci-dessous :

	<u>Valeur aux livres</u>
• Comptes recevables	2 888 579 \$
• Inventaires	1 310 888 \$
• Fournitures et pièces de rechange	471 408 \$
• Terrain	385 750 \$
• Bâtiment	9 195 791 \$
• Machinerie et équipement	7 405 749 \$
• Matériel roulant	55 484 \$
• Mobilier de bureau	194 324 \$
• Matériel informatique	54 939 \$

2. Nous sommes devenus séquestre des biens susmentionnés du fait de notre nomination en cette qualité par jugement rendu le 31 mai 2012 aux termes d'une requête en vue de la nomination d'un séquestre déposée par la Banque Nationale du Canada (« BNC ») en vertu des garanties détenues par BNC, qui sont les suivantes :

- a) une hypothèque mobilière sans dépossession au montant de 12 000 000 \$ portant sur l'universalité des stocks et des créances de la Débitrice, publiée au Registre des droits personnels et réels mobiliers (le « RDPRM ») le 29 novembre 2005 sous le numéro 05-0675961-0001;
- b) une hypothèque universelle au montant de 8 000 000 \$ portant sur l'universalité des immeubles et des meubles de la Débitrice, corporels et incorporels, présents et futurs et publiée au Registre foncier de la Circonscription foncière de Drummondville le 17 décembre 2008 sous le numéro 15 846 507 et au RDPRM le 16 décembre 2008 sous le numéro 08-0716257-0001; et
- c) une garantie en vertu de l'article 427 de la *Loi sur les banques* consentie par la Débitrice en faveur de la BNC et enregistrée au registre approprié le 24 novembre 2005 sous les numéros 01187177 et 01187178.

3. Le soussigné a pris possession ou le contrôle des biens susmentionnés le 1^{er} juin 2012.

4. Les renseignements suivants se rapportent à la mise sous séquestre :

- (a) Adresse du siège social de la Débitrice : Levinoff-Colbex, S.E.C.
305 - 555 boulevard Roland-Therrien
Longueuil QC J4H 4G2
- (b) Activité principale de l'entreprise : Abattoir de vaches de réforme et transformation
- (c) Adresses de l'établissement : Abattoir
455, Rg 4 de Simpson,
Saint-Cyrille-de-Wendover QC J0C 1H0
- Transformation
8600, 8^e Avenue
Montréal QC H1Z 2W4
- (d) Montant dû par Levinoff-Colbex, S.E.C., en date du 31 mai 2012, aux créanciers suivants qui détiennent une garantie sur les biens susmentionnés :

Investissement Québec (créancier garanti de premier rang)	7 149 644 \$
Investissement Québec (créancier garanti de second rang)	20 787 402 \$
Employés (garantie selon l'art.81.4 de la LFI)	31 019 \$

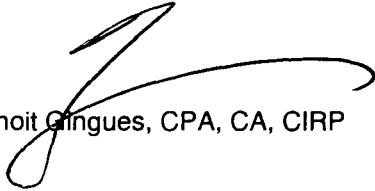
Administration des actifs sous contrôle du séquestre et plan d'action pour réaliser les actifs restants

5. Vous trouverez en annexe l'état des recettes et débours provisoire pour la période allant du 31 mai 2012 au 1^{er} novembre 2013. À noter que les déboursés n'incluent pas les frais courus.
6. En date du 1^{er} novembre 2013, il y a pour environ 40 000\$ de comptes à recevoir à collecter. Le Séquestre poursuit ses efforts afin de collecter ces montants mais n'anticipe pas de réalisation. Certains autres comptes à recevoir ont été radiés.
7. Les stocks de la Débitrice ont tous été vendus, pour une valeur de réalisation de 1 084 595 \$.
8. L'ensemble des autres actifs de la Débitrice, soit le terrain, le bâtiment, la machinerie et les équipements, les fournitures et pièces de rechange, le matériel roulant et le mobilier de bureau n'ont pas été vendus en date du 1^{er} novembre 2013.
9. Le Séquestre a mis en œuvre un processus formel de sollicitation d'offres pour la réalisation des éléments d'actifs. La date limite pour le dépôt des offres était le 30 juillet 2012. Quatre offres ont été reçues mais aucune n'a été jugée acceptable.

10. Un second appel d'offres visant uniquement les éléments d'actifs situés à Montréal a été conduit. Le Séquestre avait accepté une offre et obtenu l'autorisation de la cour pour conclure une transaction de vente. Toutefois, la vente des éléments d'actifs situés à Montréal n'a pas eu lieu. Investissement Québec (le créancier garanti) a avisé le Séquestre qu'elle préférerait que les biens de la Débitrice, situés à Montréal, soient inclus dans le cadre d'une vente globale qui viserait l'ensemble des actifs de la Débitrice. Dans ce contexte, le Séquestre et l'offrant ont convenu de ne pas procéder à la transaction prévue aux termes de la susdite offre. Afin d'éviter de continuer à encourir des frais conservatoires pour le maintien des biens de la Débitrice situés à Montréal, ceux-ci ont été déménagés à Saint-Cyrille-de-Wendover. Le Séquestre attend les instructions d'Investissement Québec pour réaliser ces actifs.

FAIT À MONTRÉAL, le 4 novembre 2013.

**Richter Groupe Conseil Inc. – Séquestre
(anciennement RSM Richter Inc.)**


Benoit Gingues, CPA, CA, CIRP

ANNEXE A

Levinoff-Colbex, S.E.C.	
État des recettes et déboursés	
Pour la période du 31 mai 2012 au 1 novembre 2013	Séquestre
Recettes	
Comptes clients (en \$ Canadien)	\$ 1 033 845
Comptes clients (en \$ US)	1 620 688
Taux de change	40 062
Liquidation d'inventaire	1 084 595
Remboursement TPS/TVQ pré-Séquestre	131 346
Remboursement TPS/TVQ pré-Séquestre	-
Remboursement d'assurance	75 831
Avances Investissement Québec	353 000
Transfert au compte du syndic	(70 380)
Autres	27 447
	<u>4 296 434</u>
Déboursés	
Priorités	
Super-priorité selon article 81.4 de la LFI (employés non retenus)	556 683
Salaires périodes terminées les 25 et 31 mai 2012	27 889
Fonds de pension - priorité article 81.6 LFI	64 952
Pensions alimentaires et saisies de salaire	5 747
Droits de rétention (entrepôts externes)	29 176
Total des priorités	<u>684 447</u>
Frais conservatoires	
Salaires et avantages sociaux	557 896
Frais d'entrepôts	13 668
Primes de rétention	30 729
Loyer	193 090
Traitement eaux usées (Colbex)	25 251
Entretien général	84 989
Hydro-Québec	421 720
Gaz Metro	40 253
Alarme	2 499
Communications et frais de bureau	1 997
Téléphone	15 243
Assurances	204 733
Total des frais conservatoires	<u>1 592 068</u>
Honoraires professionnels	1 020 673
Frais de prise de possession, d'inventaire et visites d'actifs (SIS)	25 738
Démantèlement	80 878
Autres	43 185
	<u>3 446 989</u>
Flux de trésorerie nets	849 446
Montant en fidéicommis	(240 000)
Dépôt au compte de la Débitrice - BNC	(363 789)
Encaisse à la fin	<u><u>\$ 245 656</u></u>